

Remboursements des dettes, versus investissements pour un développement durable, quel choix stratégique ?

L'Algérie poursuit activement et depuis quelque temps, le remboursement anticipé de ses dettes publiques envers les différentes institutions financières multinationales et les pays créanciers. Ces dettes empruntées dans les années soixante-dix, rentrées dans le cadre d'une politique de développement à long terme, basée sur l'extension des industries liées aux hydrocarbures, le renouvellement des sites d'exploitation, la construction des usines de liquéfaction du gaz et des raffineries pour accroître les exportations. Les recettes de ces exportations devraient rembourser ces emprunts. Cependant, les actions menées par les pays industrialisés, en réponse aux actions de l'OPEP qui ont causés les chocs pétroliers de 1973¹ et de 1979² ont fait chuter les cours mondiaux du prix du pétrole (chute de 40 % des prix du pétrole entre 1985 et 1986) ce qui a eu des conséquences dramatiques et cruelles sur les exportations algériennes. L'Algérie qui a vu ses recettes baissées de plus de 55% en un an (de 47 milliards de \$ en 1985 à 21 milliards de \$ en 1986) n'a pas pu suivre une cadence de remboursements régulière pour rembourser les dettes. Ce paiement de dette pesait de plus en plus lourd, accompagné de la chute des prix du pétrole d'une part, et le refus catégorique de l'Etat algérien au recours à l'aide financière du FMI ou de la Banque Mondiale³ pour contre balancer les pertes des recettes du pétrole d'autre part, ont contribué à l'aggravation de la situation socio-économique.

L'Algérie se voit plongée dans une crise critique, qui a commencé par l'explosion sociale en octobre 1988 et a duré jusqu'au début des années 2000. Elle rentre dans un cercle de violence et une crise sans précédent, qui a tendue ses tentacules pour atteindre toutes les catégories de la population, qui s'est soldé par 150 000 morts⁴ et des milliards de pertes économiques.

Ces différentes crises, imposaient à l'Algérie l'application du Plan l'Ajustement Structural (PAS) à partir de 1994, après avoir eu recours à l'endettement auprès du FMI et au rééchelonnement de ses dettes auprès des pays créanciers. Cette application du PAS a eu des conséquences catastrophiques sur la demande sociale qui a diminué sensiblement à cause de la baisse des revenus salariaux, la réduction des importations et des dépenses publiques. Néanmoins, la restriction des dépenses de l'Etat a permis à l'Algérie, la réalisation des grands équilibres macro-économiques et financiers ; La réduction du déficit budgétaire, le ralentissement de l'inflation, l'augmentation du niveau des réserves en devises... etc. Cela a permis d'ailleurs, en même temps que l'augmentation exceptionnelle des prix du pétrole, à l'Algérie ce processus du remboursement des dettes.

¹ Après la guerre de Kippour, l'organisation de l'OPEP a décidé de diminuer sa production, ce qui a augmenté les prix du pétrole d'environ 70% sur le marché international.

² Après la révolution islamique en Iran et l'accession d'AL-KHOMAYNI au pouvoir.

³ Rappelons que l'Algérie a toujours refusé le recours aux aides financières des institutions internationales qu'elle voyait comme une intervention extérieure dans les affaires internes.

⁴ Un chiffre contesté par le gouvernement algérien qui évoque quant à lui moins de 100 000. personnes.

D'après le ministre des finances algérien⁵, le paiement de la dette par anticipation permet à l'Algérie de faire de grandes économies en matière de paiement d'intérêts et des charges financières. Cela va certainement minimiser d'une manière significative le poids du service de la dette⁶, estimé à 11,7% des exportations en 2005, et il va aider l'Etat à mieux maîtriser ses finances et à se protéger d'un déficit du trésor public comme dans le passé, sachant que ce service de la dette était la pompe aspirante des recettes algériennes.

A titre de rappel, la croissance du rapport de service de la dette était de 304%⁷ entre 1977 et 1991, passé de 33 % en 1982 à 68 % en 1986 et à 86 % en 1988, est resté proche de ces niveaux dans les années quatre-vingt-dix. Ensuite il a tourné aux alentours de 30 à 50 % pour atteindre presque 21 % en 2000. Ce qui a empêché le pays de profiter de sa rente pétrolière, d'accumuler des richesses et d'espérer à un développement proche, notamment si on rajoute les pertes économiques estimées à 20 milliards de \$, dues aux dévastations et aux destructions provoquées durant les années du terrorisme.

Selon le ministre des finances toujours, l'Algérie va rembourser d'ici la fin de l'année 2006, l'équivalent de 12 milliards de \$ envers les dix-sept pays du club de Paris pour les dettes publiques et envers le club de Londres pour les dettes privées (estimées à 1 milliard de \$ pour ce dernier). Cela rentre, rajoute-il dans le cadre d'une détermination politique du gouvernement d'aller vers cet objectif.

12 milliards de \$, une somme colossale, qui n'est possible de rembourser en ce peu de temps que grâce à la manne financière et la conjoncture pétrolière particulièrement favorable à l'économie nationale, qui fait de l'Algérie un pays africain riche et qui classe l'économie nationale en deuxième position⁸ après l'Afrique du sud et avant l'Egypte⁹ en matière de revenu national annuel, avec 102,2 milliards de \$, soit 3 150 \$ par habitant.

Cette richesse conjoncturelle est le produit conjugué de l'accroissement de la production des hydrocarbures qui a atteint les 46 102 tep¹⁰ en hausse de 1,4% par rapport au premier trimestre de 2005. Puisque la production du pétrole brut a atteint la hauteur de 15 697 millions de tonnes au premier trimestre de 2006, avec une augmentation de 5,5% par rapport à la même période de l'année dernière (14 872 de tonnes en 2005), et une production gazière estimée à 38 670 milliards de mètres cubes au premier trimestre de 2006, en progression de 2,4% par rapport à la même période de l'année dernière (37 753 milliards mètres cubes). Mais aussi, cette richesse est le résultat de l'augmentation du prix du baril de pétrole, un prix jamais atteint auparavant qui a dépassé en mois d'août les 78 \$ pour le baril de pétrole brut. Dans cette conjoncture exceptionnelle qui est particulièrement favorable à l'Algérie, la question qui se pose : l'économie algérienne a bien profitée de cette flambée du prix du pétrole ? Au-delà de ce que l'Algérie va gagner du remboursement de ses dettes, il n'y aurait pas eu une autre stratégie économique à adopter ?

⁵ Monsieur Mourad MEDELICI, ministre des finances actuel en Algérie.

⁶ Le rapport du service de la dette, c'est le rapport entre le remboursement de la dette et les recettes à l'exportation qui génère le financement des échanges extérieurs afin de rembourser la dette.

⁷ Selon The World alternatives de l'université de Sherbrooke.

⁸ D'après un rapport de la banque mondiale,

⁹ Avec ses 8,6 millions de touristes en 2005.

¹⁰ Tep : tonnes équivalent en pétrole.

Au-delà du processus de remboursement anticipé de la dette, et de ce que ces remboursements vont faire gagner à l'Algérie en terme économique, le pays devrait utiliser autrement cette manne exceptionnelle et gérer au mieux ces revenus inhabituels, afin de réaliser d'un développement économique. Ce dernier qui nécessite l'injection des montants colossaux, ainsi que des grands investissements dans tous les secteurs productifs pour stimuler l'économie nationale. L'Algérie pouvait bien rembourser une petite partie de ses dettes et injecter la partie la plus importante dans son économie fragile, dépendante du secteur des hydrocarbures et vulnérable à une éventuelle baisse des prix du pétrole.

Une somme que le pays aurait pu utiliser, dans des grands investissements pour favoriser une croissance rapide et durable sur l'ensemble des secteurs économiques, et pas seulement dans celui des hydrocarbures. Un secteur qui pompe près de 5 milliards de \$ d'investissements par an, soit près de 40% des investissements du pays. La plupart de ces investissements étrangers directs (IED) en Algérie (à la hauteur de 4 milliards de \$ en 2005) sont concentrés dans ce secteur.

Incontestablement, c'est grâce à ce secteur que l'Algérie réjouit de l'épanouissement financier actuel, dont les prévisions des prix sur un an sont de l'ordre de 101,52¹¹ \$ le baril de pétrole. Certes, c'est grâce aux réserves de pétrole estimées à 40 milliards (bep en 2006) et aux réserves de gaz de 4 500 milliards de mètres cubes que la Sonatrach a réalisé un bénéfice de l'ordre de 5 milliards de \$ en 2005¹² et un chiffre d'affaires qui a atteint 45 milliards de \$, ce qui a augmenté les volumes de ses versements au trésor publique à la hauteur de 30 milliards de \$. Cependant, cette situation ne justifie en aucun cas la concentration économique sur ce secteur de rente. Une chute des cours de pétrole pourrai en outre plonger l'économie algérienne dans une nouvelle crise qui sera pénible à supporter par la population.

Rappelons que c'est les croissances économiques américaine et chinoise, très élevées depuis quelques années, qui sont à l'origine de l'augmentation des prix du pétrole. Au même temps, le spectre des catastrophes naturelles qui peuvent ôter les côtes américaines¹³ d'une part et le contexte international, source d'inquiétude des spéculateurs pétroliers d'autre part, sont aussi la source de cette flambée des prix et le boom financier dont l'Algérie vit aujourd'hui. Et ce ne sont pas les évènements vécus récemment au Nigeria ou les pertes due à la fermeture d'un gisement géant en Alaska¹⁴ qui seront une solution pour amener les cours mondiaux à la baisse.

Cette situation toutefois, peut changer d'un jour au lendemain. Un équilibre géopolitique mondial au sens de l'administration américaine actuelle, va certainement bouleverser les cours mondiaux du pétrole et changer toutes les données économiques. Dans le cas, où la situation se stabilise dans le proche orient, la stabilisation de la situation en Irak et le renoncement de l'Iran à l'enrichissement de l'uranium ou bien un changement du régime iranien au profit d'un gouvernement pro-américain au pouvoir, tout cela va jouer sans doute, contre les intérêts des pays producteurs du pétrole. Il n'y aura plus d'argent à investir dans les économies nationales mais plutôt un recours à l'endettement une fois de plus.

¹¹ www.oil-price.net estimation du 09 août 2006.

¹² Un record depuis la création de la société en 1963.

¹³ Comme en 2005 après le passage de l'ouragan Katrina aux côtes américaines.

¹⁴ Fermeture de la "Prudhoc Bay" qui est le plus grand gisement aux USA et qui est exploité par British Petroleum Après une explosion due à une fuite le 08 août 2006

Actuellement, alors que, plus de 97% des recettes algériennes à l'exportation sont alimentées par la rente pétrolière, près de 20% de la population active au chômage¹⁵, un accroissement effrayant de la pauvreté notamment au sein des populations rurales, une baisse du pouvoir d'achat du citoyen algérien, une insuffisance d'investissements étrangers, l'économie algérienne doit se pencher sur d'autres rentes que celle du pétrole, afin que sa situation ne se complique d'avantage, pour assurer un avenir fleurissant et un développement durable et solidaire de l'Algérie et de ses générations futurs.

Incontestablement, l'un des facteurs qui pourrait contribuer à la relance de l'économie algérienne, sera sans doute celui du développement de l'agriculture. Ce secteur, qui a déjà contribué fortement à la croissance économique dans le passé, en matière de production et en matière d'absorption de la main-d'œuvre, n'assure aujourd'hui que partiellement la couverture des besoins en produits alimentaires de base. Ainsi, les importations alimentaires algériennes pour l'année 2005 ont dépassé les 3 milliards de \$ et le recours aux importations des céréales, des huiles alimentaires, du sucre et de lait s'impose de jour en jour et de plus en plus pour couvrir les besoins de la population, ce qui fait augmenter le poids de la facture alimentaire, et ne cesse de croître les ressources en devises consacrées à cet objectif, au lieu de les consacrer à d'autres fins : 1 milliard de \$ dans les années 70, 2 milliards dans les années 80, 2,5 milliards dans les années 90, 3 milliards en 2005. La dépendance alimentaire, plus que jamais devient une dure, coûteuse et durable réalité.

L'analyse de cette situation, incite à réfléchir à l'avenir de l'agriculture algérienne. Il est impératif de développer l'or vert au lieu de compter sur l'or noir, surtout que les chiffres parlent d'eux-mêmes ; L'Algérien est l'un des plus grands consommateurs des céréales dans le monde à la hauteur de 201.27 Kg/an¹⁶. Au même temps, la production algérienne (production de blé illustrée dans le tableau n°1) est loin de faire face à la demande énorme de la population (tableau n°2).

Tableau n° 1 : Quantité du blé produite en Algérie (en 1000 tonnes)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
750.08	1,869.40	1,836.75	1,016.50	713.96	1,499.92	2,982.60
1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
661.51	2,280.00	1,470.00	760.36	2,039.21	1,501.80	2,964.85

Tableau n° 2 : Quantité du blé alimentaire consommés (en 1000 tonnes)

1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
4,796.42	5,190.10	5,313.35	5,334.07	5,431.85	5,587.60	5,423.88
1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
6,093.75	6,159.73	5,740.54	5,982.75	6,030.03	6,400.41	5,550,25

Source : FAOSTAT | © OAA Division des Statistiques 2006

¹⁵ Une polémique sur les chiffres du chômage en Algérie, le gouvernement évoque le chiffre de 15,3%, or les plus septiques parlent quant à eux de 30% de la population active en chômage.

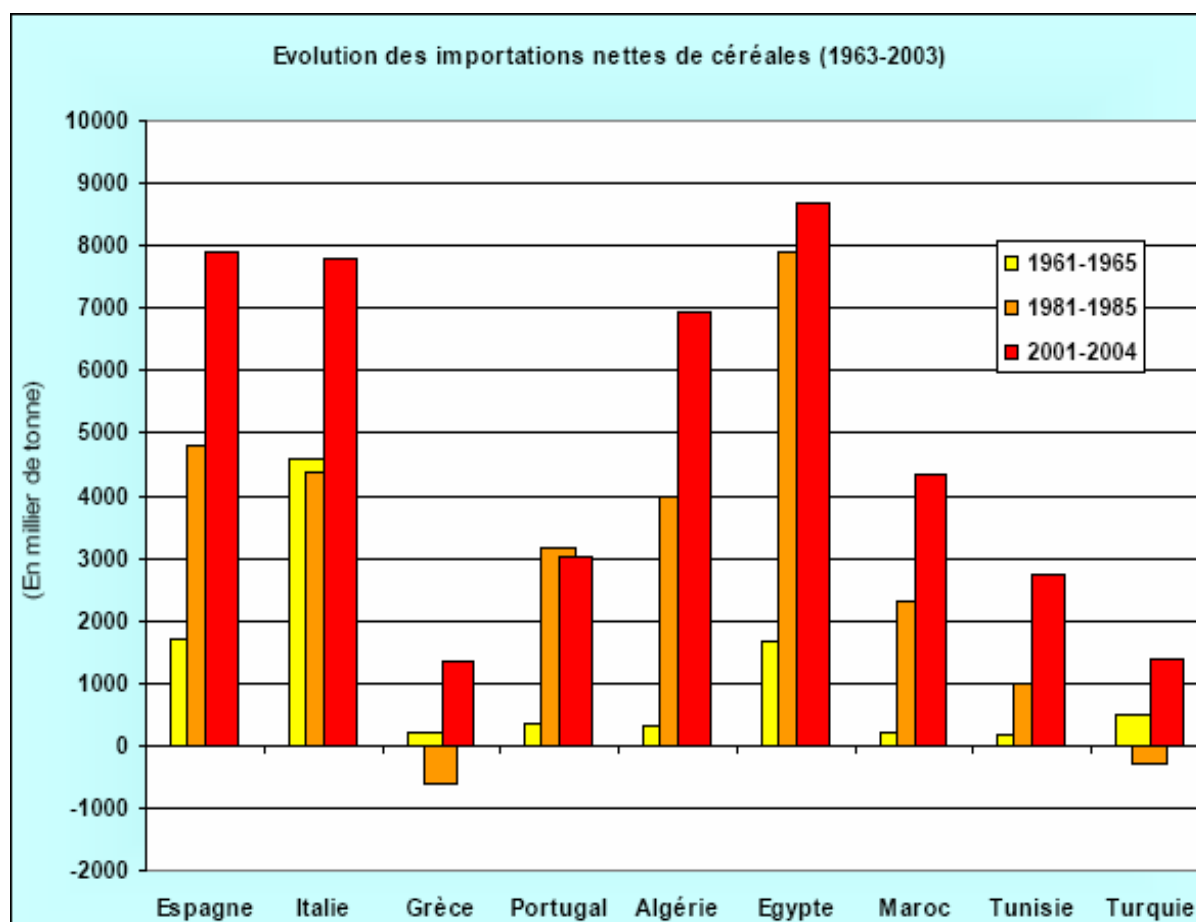
¹⁶ En 2003 selon les données de FAOSTAT.

Cette situation devient plus compliquée si en prends en considération une autre donnée qui est la croissance démographique. Sous l'effet conjugué d'un taux d'accroissement important dans les années 70 et les années 80 de l'ordre de 3% (1.74% en 2000 et 1.22% en 2005) et l'amélioration des services de santé, le nombre de la population algérienne a connu une augmentation très importante qui risque de continuer si des mesures efficaces ne sont pas prises (tableau n°3).

Tableau n° 3 : L'évolution de la population totale en Algérie

Population totale en Algérie (en milliers)							Croissance démographique
1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020	1990-2020
25 291	28 271	30 463	32 854	35 420	38 085	40 624	60,63%

Parmi les conséquences directes de cette évolution de la population et la baisse de taux de mortalité : le rajeunissement de la population (70 % est âgée de moins de 30 ans), mais plus important, une forte croissance des besoins alimentaires qui joue un rôle négatif sur les disponibilités en biens, d'autant plus que la croissance de population n'avait pas d'effets sur l'offre interne. La rapidité de la croissance démographique rend difficile à la production agricole de suivre le rythme de l'accroissement de la demande alimentaire, ce qui pousse à une augmentation des importations des céréales qui est parmi les plus importante des pays méditerranéens (Source : CIHEAM, Agrimed 2006).



Sachant que la dotation en ressources naturelles et les conditions agro-climatiques, limitent fortement les possibilités d'intensification des activités agricoles et les conditions naturelles sont défavorables à l'agriculture dans une grande partie du pays, l'Etat devrait investir et apporter beaucoup de moyens pour augmenter la productivité de l'agriculture et redonner à ce secteur la place qu'il mérite. A l'inverse de la plupart des pays méditerranéens, où la croissance économique dépend du dynamisme agricole, les biens agro-alimentaires représentent une part non négligeable dans les échanges commerciaux de l'Algérie. La part des produits agricoles dans les importations totales représente aujourd'hui près de 23%¹⁷.

Le développement et la modernisation du secteur agricole, nécessitent d'une part, des investissements colossaux en matière de progrès technique, afin de contourner l'ampleur et la gravité des problèmes météorologiques, pour rendre ce secteur un axe économique et réussir ainsi une transition d'une économie rentière à une économie productive. Et d'autre part, il faut des politiques de développement rural qui s'articulent autour de l'amélioration des conditions de vie de la population rurale, la diversification des activités pour stimuler l'emploi, la protection des ressources naturelles et le renforcement du rôle des acteurs locaux dans la conduite de ces politiques.

L'agriculture doit donc bénéficier d'une infrastructure importante, particulièrement en matière d'aménagements hydrauliques, de travaux de restauration du sol, de construction des barrages et de grands réservoirs d'eau pour emmagasiner les précipitations, des projets de forages pour améliorer la valeur des terres (surtout que la majorité des terres en Algérie sont en zones arides ou semi-arides). L'aménagement de ces infrastructures devra se faire en fonction des exigences d'un développement agricole rapide et durable au même temps.

L'importance de l'investissement dans la recherche scientifique pour le développement d'un pays en général et dans le secteur agricole en particulier n'est plus à démontrer. Il faut donc encourager la recherche agronomique dans un processus de développement, car avec ses résultats, elle peut influencer sur la production agricole ainsi que sur l'ensemble de l'économie. Elle peut encore donner les indications sur l'orientation de la politique agricole du pays compte tenu de ses expérimentations.

En outre, ces investissements doivent être contrôlés et accompagnés par une bonne gouvernance afin de garantir une bonne gestion des dépenses publiques destinées aux services ruraux et à fin de répandre un climat propice aux investissements du secteur privé dans les zones rurales. Chose qui n'est pas facile dans un climat gangrené par la corruption, la lourdeur bureaucratique et les risques de la gabegie. Ce-ci est plus important étant donné que l'administration en Algérie est qualifiée souvent de pléthorique, incompétente et asservie. Selon Monsieur Mohamed Chérif Belmihoub « l'administration actuelle est incapable de gérer un budget de 55 milliards de \$ (pour la période 2005-2009). Elle l'a prouvé avec le plan de relance économique 2001-2004, qui n'a été consommé qu'à 64%, alors que son montant était dix fois moins élevé¹⁸ ».

¹⁷ (Voir les indicateurs sur l'économie agricole et alimentaire page 8).

¹⁸ L'Algérie va lancer un « plan Marshall » pour doper son économie. Paru dans le Monde du 25 juin 2005.

Le développement de ce secteur agricole passe aussi par un maintien des ruraux dans leur village par le soutien financier ou technique de l'Etat à leurs projets, pour éviter ainsi un exode rural inévitable. Le tableau suivant illustre le phénomène de l'exode rural depuis les années 1990 et les estimations jusqu'à 2020.

Part de la population rurale dans la population totale en Algérie (en %)							Evolution de la ruralité
1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020	1990-2020
48,6	45,7	42,9	40,1	37,3	34,7	32,1	- 34,0 %

Source : CIHEAM, Agrimed 2006

Il importe pour permettre le développement de ces zones rurales, de mettre à profit le moteur économique que constitue le secteur agricole qui est le principal moteur de la croissance économique et donc du progrès social et de la réduction de la pauvreté de masse.

Cette pauvreté de masse en Algérie qui est, d'abord, un phénomène rural selon *Abdelatif BENACHENHOU*¹⁹ et qui affecte une grande partie des 1,8 millions des ménages ruraux, plus particulièrement selon lui, les ménages qui ont plus d'enfants. L'auteur rejette une part de responsabilité sur les politiques de développement, qui n'ont pas eu de grands impacts sur le monde rural où la pauvreté reste relativement élevée. Il cite : « Malgré un regain de dynamisme et un intérêt croissant pour les activités économiques dans le milieu rural [...], le résultat est insuffisant en matière d'impulsion des activités productives et d'appui à la génération de revenus permanents ». Ce taux élevé de la pauvreté au milieu rural s'explique notamment par la faible diversification des sources de revenus et des contraintes qui pèsent sur l'agriculture et l'élevage, qui sont les deux principales sources d'emploi rural.

Par ailleurs, le développement de l'agriculture va forcément stimuler le secteur agroalimentaire national, voir ainsi le secteur industriel. Cependant, il faut œuvrer avec une politique motivante envers les petites et les moyennes industries ainsi que les petites et les moyennes entreprises. Cette stimulation aura pour but d'assurer une croissance de tous les secteurs économiques et le développement du marché intérieur, qui va certainement permettre de résorber d'une manière efficace le chômage des zones rurales et une croissance économique rapide afin d'assurer une vie décente aux générations futures.

Pour gagner le pari d'un développement durable et pour atteindre son plein essor, l'agriculture doit prendre appui sur une industrialisation basée sur l'utilisation raisonnable des ressources naturelles répondant ainsi à aux besoins de la population algérienne, ainsi qu'aux besoins des générations futures.

¹⁹ Abdelatif BENACHENHOU, l'Algérie, la modernisation maîtrisée, page 142.

Indicateurs sur l'économie agricole et alimentaire

	unité	2001	2002	2003
Population agricole et rurale				
Taux de croissance de la population rurale	%	0,42	0,44	0,41
Part de la population active agricole	%	24,1	23,8	23,6
Taux de croissance de la population active agricole	%	2,6	2,7	2,6
Nombre d'habitants par actif agricole	pers.	11,80	11,75	11,65
Production et croissance agricole				
PIB Agricole (PIBA)	millions \$	5 872	5 549	7 208
Taux de croissance du PIBA	%	23,6	-5,5	29,9
Part du PIBA dans le PIB (PIBA/PIB)	%	10,7	10,0	11,1
PIBA par actif agricole (PIBA/PAA)	\$	2 266	2 086	2 641
PIBA par hectare	\$	712	671	
Structures et moyens de production				
Terres cultivées par habitant	ha	0,27	0,26	
Terres cultivées par actif agricole	ha	3,2	3,1	
Terres cultivées par tracteur	ha/tract.	88,1	85,1	
Terres irriguées/terres cultivées	%	6,8	6,8	
Engrais par hectare	kg/ha	12,8	11,9	
Consommations alimentaires				
Disponibilités alimentaires par habitant				
Disponibilités en calories par habitant	cal/jour	2 987	3 022	
Disponibilités en protéines par habitant	gr/jour	80,4	80,7	
Disponibilités en lipides par habitant	gr/jour	70,2	72,3	
Indices de production alimentaire par habitant*		102,7	101,5	109,7
Coefficient budgétaire de l'alimentation	%			
Echanges internationaux				
Part des exportations agricoles	%	0,13	0,2	0,2
Part des importations agricoles	%	22,6	25,4	17,9
Taux de couverture des échanges agricoles	%	1,0	1,3	1,8

* Base 100 = 1989-1991.

Source : CIHEAM- observatoire Méditerranéen.

Bibliographie

- ABDOUCHE Farid, Les céréales et la sécurité en Algérie, (édition El-Hikma, 2000).
- BENACHENHOU Abdelatif, L'Algérie : La modernisation maîtrisée (Paris 2004).
- FERROUKHI Sid Ahmed et N. Benterki, Le développement rural durable : expériences et perspectives dans les économies en transition : Le cas de l'Algérie (CIHEAM-Options Méditerranéennes).
- Statistiques de sécurité alimentaire en Algérie (FOASTAT 2006).
- Statistiques agricoles en Algérie (FOASTAT 2006).
- Banque mondiale : Stimuler la croissance agricole et le développement rural dans les pays en développement, septembre 2003 www.worldbank.org/rural.
- Smaïl GOUMEZIANE, Economie algérienne : enjeux et perspectives ; Intervention faite lors du séminaire du CIPA à Paris le 27 avril 2000.
- Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, observatoire Méditerranéen, <http://www.medobs.org>.
- Bertrand Hervieu, L'agriculture : un secteur stratégique en Méditerranée Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes.
- Abdelhakim Khaldi, Rôle de l'agriculture tunisienne dans le processus de développement et lutte contre la pauvreté, Mediterranean Development Forum, September 3 - 6, 1998, Marrakech, Morocco.
- Le MOCI, N° 1745, 9 mars 2006, page 15.
- Le Monde 25 juin 2006.
- www.oil-price.net estimation du 09 août 2006.
- The World alternatives de l'université de Sherbrooke.

CHABANE MOHAMED

Doctorant au Laboratoire d'Economie et des Sciences Sociales de Rennes (L.E.S.SO.R), Université Rennes 2 - Haute Bretagne.

mohamed.chabane@etudiant.uhb.fr